

Radicalisés : l'explosion des chiffres

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 17 avril 2017

À quelques habitants près, ce nombre correspond à l'équivalent de la ville de Marmande : 17.393 individus signalés par les services et le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR). Nombre actualisé au 1er mars 2017, délivré par *sénat.fr*, le 13 avril 2017. Notons que ce site ne qualifie pas cette radicalisation...

Et il y en a partout, de ces radicalisés ! Si cinq régions ou départements en sont particulièrement infestés - plus de 200 -, les moins atteints, comme la Creuse, en comptent jusqu'à neuf. Tous les radicalisés ne deviennent pas terroristes, mais tout terroriste islamique est un radicalisé qui se respecte. Alors, quand on sait qu'un terroriste islamique au volant d'un camion peut faucher 85 innocents et faire des centaines d'estropiés...

17.393 individus, donc – « il faut être précis », comme le disait, un jour, Bernard Cazeneuve -, inscrits au Fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT), annonce *sénat.fr*.

Attention, « *la mesure de la radicalisation n'est évidemment pas une science exacte* », annonce le site, en préambule... On est ravis de l'apprendre.

Parce que « *les chiffres (sic) qui suivent ne prennent en compte que les individus signalés par le Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation, qui gère la plateforme téléphonique nationale* »... Autrement dit, du nombre d'individus prêts à passer à l'acte, le gouvernement, à quelques milliers d'autres près, n'en sait strictement rien. Comme c'est rassurant...

En outre, une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, *sénat.fr* nous informe aussi que « *tous ces individus ne sont pas nécessairement contrôlés en permanence* », et qu'« *un certain nombre d'entre eux sont dits "clôturés" tout en faisant toujours partie du FSPRT* » – ouf ! – tandis que d'autres sont dits « *en veille* ». C'est-à-dire ? Libres comme l'air, allant de-ci, de-là grâce à « *un suivi actif* »... abandonné. « *Ils restent cependant attribués à un service.* » Encore ouf ! Bon, en gros, comme ces individus ont bien pigé le truc en évitant de faire parler d'eux, l'État les laisse tranquilles, pénards...

Rendez compte de l'état de la France, au terme de cinq ans de socialisme ! 8.250 radicalisés en France, deux fois plus qu'en 2014, titrait *20 Minutes.fr*, en février 2016 ! Et donc, aujourd'hui, en 2017, deux fois plus de radicalisés qu'en 2016...

À ce rythme-là, après cinq années de macronisme – « *Emmanuel Macron, c'est moi !* », s'esclaffait, rigolard, François Hollande dans *Un Président ne devrait pas dire ça* – ou cinq ans de hamonisme ou de mélenchonisme, ce serait ainsi en perspective, *grosso modo*, 624.000 radicalisés de plus dans notre pays ! Sans parler de tous ceux qui se glissent parmi les flots d'illégaux à qui ces candidats-là n'ont aucunement l'intention d'interdire l'entrée sur notre sol.

Avec Hamon, Macron ou Mélenchon, voilà ce que pourrait bien être la prochaine couleur de la carte de France : entièrement noire. Noire, la couleur qui signifie, pour *sénat.fr*, qu'il y a plus de 200 individus signalés comme radicalisés dans un département...

Source : Boulevard Voltaire